

Unité départementale Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 16/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BACHELET-BONNEFOND**

224, Chemin de Villers  
B.P. 20  
76480 Saint-Pierre-de-Varengeville

Références : UDRD.2024.04.T.264.SB.BrJ  
Code AIOT : 0005801791

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement BACHELET-BONNEFOND implanté 224, Chemin de Villers B.P. 20 76480 Saint-Pierre-de-Varengeville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue de façon inopinée et en présence des représentants de la commune de Saint-Pierre de Varengeville sur le site de la société BACHELET-BONNEFOND, sis au n°224, Chemin de Villers à Saint-Pierre-de-Varengeville afin de s'assurer du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 août 2023, suite au contrôle inopiné du 5 juillet 2023 (consécutif à plusieurs plaintes des riverains pour des nuisances olfactives et sonores).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BACHELET-BONNEFOND
- 224, Chemin de Villers B.P. 20 76480 Saint-Pierre-de-Varengeville
- Code AIOT : 0005801791
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BACHELET BONNEFOND, dont le siège social est situé au n° 12, rue de l'Ancienne Mare à PETIT-QUEVILLY (76140) est autorisée par arrêté préfectoral du 10 août 2004 modifié (par l'arrêté du 21 octobre 2014) à exploiter un centre de transit de déchets industriels banals et de déchets industriels spéciaux sis au n° 224, Chemin de Villers - B.P. 20 à SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE (76480). Le site est également visé par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

La société est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3.1.1, 3.1.16, 3.3.2.1, 3.3.2.4, 3.4.7 annexées à l'arrêté préfectoral du 10 août 2004 et de l'annexe 3.1.III annexées à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Odeur

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1 <sup>er</sup>	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	1 mois
5	Bruit	AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1 <sup>er</sup>	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	1 mois
6	Odeurs	AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1 <sup>er</sup>	Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Citerne tampon	AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1 <sup>er</sup>	Levée de mise en demeure
3	Exploitation du site	AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1 <sup>er</sup>	Levée de mise en demeure
4	Bruit	AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1 <sup>er</sup>	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 août 2023, notamment en définissant un plan d'actions correctives (mises en place et/ou envisagées) visant à réduire les émissions d'odeur et de bruit liées à l'exploitation de son site pouvant incommoder le voisinage. L'exploitant s'est en effet engagé notamment à arrêter les déchargements des graisses le vendredi, assurer l'entretien des bennes de 8h30 à 10h00 en évitant les heures du midi et sortie d'école, à couper les moteurs de camions pendant les phases d'attente (de lavage, pesée...) et à s'approvisionner en eau principalement à l'atelier pour les interventions en dehors des horaires d'exploitation du site.

Toutefois, l'exploitant doit réaliser des travaux (de capotage des dégrilleurs et de création d'une dérivation pour canaliser les égouttures des bennes), une nouvelle campagne de mesure des composés organiques volatils sur la cuve à boues hydrocarburées ainsi qu'une nouvelle campagne de mesure de bruit.

**L'inspection propose à monsieur le préfet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 août 2023.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Citerne tampon

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise sur rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Respecter l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 août 2004, cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant entrepose dans un délai d'un mois la citerne tampon de déchets liquides sur une aire étanche et reliée à une capacité de rétention suffisante. Le calcul de la capacité de rétention sera transmis à l'inspection
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que la citerne tampon de déchets liquides (matières de vidange) n'est toujours pas complètement mise sur rétention. Après la visite, l'exploitant a déplacé la citerne afin que cette dernière soit en totalité sur une zone étanche, preuve à l'appui les photographies transmises par courriel du 8 avril 2024. L'exploitant précise que la citerne n'est pas utilisée à pleine capacité, pour des raisons techniques et propres à l'exploitation (fonctionnement par batch), et donc remplie au maximum à 30 m <sup>3</sup> . La capacité de rétention de 32,4 m <sup>3</sup> (45 m x 9 m x 0,08 m de bordure) est donc suffisante. L'exploitant précise qu'il va prochainement installer des sondes de niveau sur ses cuves pour connaître précisément les niveaux de remplissage des cuves en vue de limiter le volume présent dans la cuve à 30 m <sup>3</sup> maximum.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Résultat dans GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  Respecter l'article 3.1.16 de l'arrêté préfectoral du 10 août 2004, cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant renseigne dans un délai d'un mois systématiquement les résultats des mesures trimestrielles sur les rejets aqueux dans l'application GIDAF

**Constats :**

L'exploitant indique ne pas pouvoir se connecter sur le site GIDAF et n'a pas pu entrer les résultats de mesures. L'outil GIDAF a connu quelques problèmes d'accès ces derniers mois mais est a priori à nouveau opérationnel et le cadre de saisie de la surveillance a bien été créé, ce qui devrait permettre à l'exploitant de renseigner les résultats des prochaines mesures trimestrielles.

Dans l'attente, l'exploitant a transmis par courriel du 8 avril 2024, un tableau récapitulatif des mesures effectuées sur les 4 trimestres de 2023 dont les valeurs limites sont conformes à l'arrêté d'autorisation de déversement d'eaux non domestiques dans le réseau public d'assainissement du 26 mars 2019 (durée de validité de 10 ans).

L'exploitant a également transmis les taux d'abattement de la station d'épuration de Villers-Ecalles pour les paramètres MEST et DCO ce qui permet de valider que les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site sont conformes à celles de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

Enfin, l'exploitant n'est pas soumis à la campagne d'analyse des substances per - et polyfluoroalkylées PFAS (l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ne vise pas les rubriques 3550 et 2718, le site est à DC pour la 2791). Toutefois, l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 dit IED impose une surveillance semestrielle sur les PFOA (acide perfluorooctanoïque) et PFOS (acide perfluorooctane sulfonique) qui peut être abandonnée si la substance n'est pas détectée sur les rejets aqueux des eaux résiduaires. L'inspection constate qu'aucune mesure n'a été effectuée sur ces deux paramètres.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n° 1:** l'exploitant doit **au plus tard sous un délai de 1 mois** effectuer une première analyse sur les paramètres PFOA et PFOS dans ses rejets d'eaux résiduaires puis poursuivre les analyses à une fréquence semestrielle. Les rapports seront transmis à l'inspection dès réception par voie électronique. L'exploitant pourra faire la demande d'abandon de leur surveillance en justifiant par exemple par au moins 3 analyses consécutives que les substances ne sont pas détectées. Il s'assure également de bien renseigner les résultats d'analyse dans l'outil GIDAF.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Exploitation du site**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1<sup>er</sup>

**Thème(s) :** Autre, Conditions de stockage des déchets

**Prescription contrôlée :**

Respecter l'article 3.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 août 2004, cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant couvre dans un délai d'un mois systématiquement les bennes de déchets solides et pâteux durant la journée ;  
respecter l'article 3.3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 10 août 2004, cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant nettoie dans un délai d'un mois avant et après chaque chargement, notamment les déchets solides récupérés au niveau du dégrilleur et rédige une consigne d'exploitation spécifique.

<b>Constats :</b>
L'inspection constate que les bennes sont bien recouvertes de bâches. De plus, une consigne d'exploitation écrite spécifique est présente sur le site afin de respecter le nettoyage du dégrilleur avant et après chaque chargement. Le dispositif est relativement propre et aucune odeur n'est ressentie au niveau des dégrilleurs le jour de la visite par les personnes présentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion du bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  Réalise dans un délai d'un mois un plan de gestion du bruit et des vibrations notamment en proposant des mesures à prendre pour remédier aux épisodes de bruit et permettant de respecter les valeurs limites de bruit en limite de propriété et en zone d'urgences réglementées en période diurne et nocturne. Ce plan sera transmis à l'inspection. met en œuvre ce plan de gestion dans un délai de 3 mois.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate dans le registre des entrées/sorties mis en place par l'exploitant depuis septembre 2023, l'enregistrement de véhicules la nuit en dehors des heures de fonctionnement du site : 6 interventions la nuit en jour ouvré et le matin (à partir de 5h00) pour des raisons d'approvisionnement en eau des camions. Par courriel du 8 avril 2024, l'exploitant a transmis un plan de gestion pour remédier aux épisodes de bruit. Les actions correctives mises en place et/ou envisagées dans ce plan sont les suivantes: - les approvisionnements en eau en dehors des horaires d'exploitation du site (7h-18h) s'effectueront désormais au niveau de l'atelier (situé vers le bâtiment administratif en zone n° 1) et non plus dans l'enceinte même (zone n° 2) ; - l'arrêt des moteurs de camion pendant les opérations de remplissage et de lavage des camions, les phases d'attente comme la pesée ou avant un déchargement ; - la prévenance des riverains lorsque des interventions sont prévues de nuit ou le week-end, en dehors des heures habituelles d'exploitation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 5 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de bruit et respect des VLE

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Justifie le respect des valeurs limites dans un délai de 4 mois, par une nouvelle mesure des niveaux d'émissions sonores dans les conditions d'exploitation du site en période diurne et nocturne (y compris en astreinte). Le rapport sera transmis à l'inspection</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir encore programmé de nouvelle mesure de bruit afin notamment de s'assurer que les mesures correctives mises en place sont efficaces.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a indiqué dans son courriel du 8 avril 2024, la date du 15 avril prochain pour une mesure de bruit (en période diurne et nocturne), preuve à l'appui le bon de commande signé au 3 avril 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande n° 2 :</u></b> l'exploitant transmettra dès réception à l'inspection le rapport de mesure de bruit qui devra être conclusif.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 6 : Odeurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1<sup>er</sup></p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des odeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Respecter l'annexe 3.1.III annexées à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé, cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant met en œuvre dans un délai de 6 mois un plan de gestion des odeurs et réalise des mesures en COVT en sortie de la citerne de stockage des déchets liquides hydrocarbonés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les eaux de filtrats (ou égouttures) en sortie basse d'une benne de matière de vidange bâchées se déversent sur le sol ce qui est potentiellement source d'odeur avant de rejoindre le regard de collecte et dispositif de traitement. L'exploitant propose la mise en place d'un raccordement hors sol des sorties basses qui devront être maintenues fermées afin de canaliser les égouttures vers la grille de rejet pour éviter tout dégagement d'odeur.</p> <p>La consigne d'entretien des dégrilleurs est présente sur le site.</p> <p>De plus, suite au signalement d'odeurs par un riverain, le vendredi 15 mars 2024 vers 16h15, l'exploitant a confirmé en présence du riverain que l'odeur provenait du déchargement de graisses alimentaires. Dans son courrier du 18 mars dernier, l'exploitant a décidé de suspendre le déchargement des graisses le vendredi.</p>

Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 8 avril 2024 son plan de gestion des odeurs. Les actions correctives mises en place et envisagées dans ce plan sont les suivantes:

- capotage des dégrilleurs au 10 avril 2024 ;
- entretien des bennes de vidanges de fosses entre 8h30 et 10 h00 afin d'éviter les midis et heure de sortie d'école ;
- création d'une dérivation en sortie des bennes de lixiviats vers le regard via une canalisation en diamètre 50 mm, en semaine 16 (du 15 au 19 avril 2024) ;
- réalisation d'autres mesures de composés organiques volatils (COVT) en sortie de la citerne de stockage le 16 avril 2024 pour compléter celles du 11 décembre 2023 ;
- suspension du déchargement des graisses, le vendredi.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n° 3** : l'exploitant doit transmettre **au plus tard sous un délai d'un mois** à l'inspection son plan de gestion des odeurs mis à jour pour tenir compte notamment des travaux. Il transmet également dès réception du dernier rapport de mesures des COVT du 16 avril 2024, un rapport complet et conclusif reprenant toutes les mesures des COVT effectuées, accompagné des actions correctives mises en place ou envisagés pour réduire éventuellement les émissions constatées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois